

GRAND DÉBAT NATIONAL

#EXPRIMEZVOUS !



Le grand
débat national

COMPTE RENDU DU 13 FÉVRIER 2019 À L'ÉCOLE FRANÇOIS TRUFFAUT

*De nombreuses propositions ont été faites lors de ce grand débat national.
Nous souhaitons remercier chaleureusement tous les participants.*

DÉBAT EN PRÉSENCE DES ÉLUS :

Stanislas GUERINI, député de la troisième circonscription de Paris
Geoffroy BOULARD, maire du 17^e arrondissement

ANIMÉ PAR :

David CHAMARD-BOIS

Débat ouvert. Les intervenants au débat sont des habitants du 17^e arrondissement de Paris.

ORDRE DU JOUR

<i>I. Démocratie et citoyenneté</i>	<i>4</i>
<i>II. L'organisation de l'État et des services publics</i>	<i>8</i>
<i>III. La fiscalité.....</i>	<i>12</i>
<i>IV. La transition écologique.....</i>	<i>14</i>

Le débat est ouvert à 19 heures 09.

Geoffroy BOULARD

Je suis très heureux de vous accueillir pour vous donner la parole dans le cadre du grand débat initié par le Président de la République. Je salue les élus présents :

- Stanislas GUERINI, député de la troisième circonscription de Paris ;
- Alix BOUGERET, première adjointe en charge des Affaires Scolaires ;
- Philippe GUERRE, adjoint en charge du Commerce et de l'Artisanat ;
- Marlène ROMEO, conseillère déléguée au Commerce et à l'Artisanat ;
- Olga JOHNSON, conseillère déléguée à la cohésion citoyenne et à l'égalité des chances Chargée du CCQ Epinettes-Bessières ;
- Jérôme DUBUS, conseiller de Paris ;
- Hélène JACQUEMONT, adjointe au maire chargée de la Solidarité, de l'Inclusion numérique, du Lien social et intergénérationnel ;
- Christophe LEDRAN, adjoint au maire chargé des Affaires sociales, de la Lutte contre l'exclusion et de la Démocratie locale.

Nous avons choisi de placer ce débat dans une école afin d'avoir un lieu neutre de la République pour pouvoir échanger. Les prochaines réunions du grand débat national dans le 17^e arrondissement auront lieu le 18 février à l'école Pereire et le 11 mars dans le quartier Bessières. En outre, une réunion de restitution aura lieu à la fin du mois de mars à la mairie du 17^e.

Depuis le 19 décembre, date à laquelle nous avons ouvert un formulaire en ligne, nous avons recueilli de nombreuses propositions des habitants du 17^e arrondissement. Vous pouvez aussi vous exprimer par écrit sur des supports disponibles dans le hall de la Mairie.

L'enjeu de ce débat est de parler des grands sujets nationaux. Le pays est confronté à une crise économique, sociale et politique. Il la traverse dans un climat délétère, avec des tags antisémites et des dégradations de permanence d'élus. Il est donc important d'avoir des moments d'échanges. Ce grand débat sera donc orienté vers les propositions des habitants afin que le 17^e soit un contributeur actif et constructif au grand débat national.

Je salue les forces de l'ordre qui font face à des violences en marge du mouvement des gilets jaunes. Ce mouvement porte des revendications sociales, mais a dépassé le cadre social. Je salue également les pompiers et les agents de la ville de Paris.

Ce grand débat s'inscrit dans une logique de participation citoyenne des habitants. Je ne prendrai donc pas part aux échanges. L'enjeu est de vous donner la parole et d'écouter vos propositions. Il est important que chacun puisse s'exprimer et nous y serons attentifs.

Stanislas GUERINI

Le Président de la République avait souhaité faire appel aux maires pour organiser ce débat afin de rappeler leur rôle essentiel. Merci à Geoffroy BOULARD d'être à la hauteur de cet enjeu. Nous vivons un moment important dans l'histoire de notre pays. Ce débat doit permettre de dépasser les

moments de violence que nous vivons ces derniers jours. Je m'associe à Geoffroy BOULARD pour saluer les forces de l'ordre.

Nous cherchons des solutions à des problèmes profonds, partagés, ancrés dans notre pays depuis longtemps. Au-delà des affrontements partisans, nous devons réfléchir ensemble pour trouver des solutions.

Quatre thématiques ont été fixées pour ce débat :

- La fiscalité : comment la rendre plus juste, comment effectuer des économies ?
- La transition écologique : nous devons l'accompagner et accompagner ceux qui la subissent le plus.
- Les services publics : de nombreux concitoyens ont l'impression de payer pour des services qu'ils voient s'éloigner.
- La citoyenneté : cette crise des gilets jaunes est aussi une crise de la représentation de nos citoyens.

Je serai dans une position d'écoute.

Le Président s'est engagé à ce que ce Grand débat amène des réponses politiques aux propositions des citoyens. Tout ce qui sera dit sera écouté et analysé. Des garants indépendants du gouvernement s'en chargeront. Des conférences régionales seront organisées à partir du 15 mars. Enfin, un débat à l'Assemblée Nationale aura lieu au mois d'avril.

David CHAMARD-BOIS

Tous ceux qui souhaitent exprimer leur point de vue doivent pouvoir le faire dans le respect de l'esprit républicain. Des propositions ont déjà été faites sur Internet et d'autres supports.

I. DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

David CHAMARD-BOIS

Tous ceux qui souhaitent exprimer leur point de vue doivent pouvoir le faire dans le respect de l'esprit républicain. Des propositions ont déjà été faites sur Internet et d'autres supports.

Nous allons commencer par la thématique « Démocratie et citoyenneté ».

Beaucoup de propositions sur les élections, le mode de suffrage et le référendum ont été faites.

Les questions du lien entre les générations, de la vie associative, du rôle des syndicats ou encore de la laïcité ont été abordées.

Un intervenant

Le non-cumul des mandats était au départ une bonne idée. Cependant, être à la fois maire et député peut être intéressant dans les petites et les moyennes villes. Il faudrait également une dose de proportionnelle.

Pour les incivilités, il faut lier l'éducation et la répression. Cela est vrai pour les petites incivilités comme les crottes de chien ou les délits comme les tags antisémites. L'éducation ne suffira pas à éradiquer les incivilités et à enrayer le racisme.

Une intervenante

Il faut limiter les mandats dans le temps. Il est gênant qu'un homme politique soit maire d'une ville pendant 20 ou 30 ans.

Par ailleurs, il faut de l'argent pour l'État. Or, de nombreuses voitures et des vélos passent aux feux rouges et aux sens interdits. Cela est dangereux. Leur donner plus systématiquement des contraventions permettrait de limiter ce danger et de récolter de l'argent.

Un intervenant

Il est important de mettre en place une chaîne de démocratie participative. Nommer des citoyens en complément des élus dans les conseils municipaux et départementaux serait important. Le CESE devrait être au sommet de cette démocratie participative. Il pourrait transmettre des idées à l'Assemblée Nationale et au Sénat.

Il faut peut-être créer des centres de consultation des citoyens qui doubleraient les conseils municipaux et régionaux. Il faut que nous soyons écoutés en profondeur, au-delà des clivages partisans.

Une intervenante

Les candidats aux élections devraient indiquer leur profession précise sur leur programme. « Avocat », par exemple, est peu précis. Il faudrait également savoir combien de temps ils souhaitent consacrer à leur mandat. Je suis contre le cumul des mandats. Lorsqu'un maire est député, c'est le secrétaire général de la mairie qui effectue le travail.

Par ailleurs, les Français de l'étranger ont droit à des députés alors qu'ils ne payent pas d'impôts en France. Cela est étonnant. Les Français de l'étranger devraient voter sur leur lieu de naissance.

Pourquoi la BPI n'aide-t-elle pas des entreprises stratégiques à tomber aux mains d'entreprises étrangères ou d'états étrangers ? Un fonds de pension a dernièrement pris le contrôle d'entreprises qui fabriquent le papier monnaie et le papier de carte grise. Ce fonds de pension pourrait être un jour géré par un état étranger voulant priver la France de papier monnaie. De la même façon, les centrales nucléaires françaises ne peuvent aujourd'hui avoir de turbines que si General Electric les fournit. Un embargo pourrait priver les centrales nucléaires de turbines. Il faudrait donc renforcer le rôle de la BPI.

Un intervenant

Je travaille chez Orano. Le brevet des turbines n'est plus français, mais les centrales nucléaires les utilisent. Les Américains ont donc le pouvoir de nous empêcher de construire des centrales en France ou à l'étranger en nous interdisant d'utiliser ce brevet. La BPI devrait renforcer son accompagnement.

Un intervenant

Le CESE n'est pas l'instance qui peut représenter la démocratie participative. Il faudrait le supprimer. Il n'est employé qu'à valoriser les politiques gouvernementales.

Un intervenant

Il faut un Conseil Économique, Social et Environnemental rénové.

Une intervenante

Un certain nombre d'instances, comme le Conseil Économique, Social et Environnemental, sont inutiles et pourraient être supprimées.

Le cumul des mandats peut-être acceptable dans certaines villes, mais pas dans de grosses agglomérations. La fonction de maire nécessite un travail à temps plein.

Une intervenante

Tous les Français devraient aller voter. Il est reproché au Président d'avoir été élu par un faible nombre d'électeurs. La plupart des personnes qui protestent ne votent pas. Il faut les inciter ou même les obliger à voter.

Une intervenante

Lorsqu'un candidat se présente, les citoyens ne le connaissent pas bien et ne connaissent pas véritablement son programme.

Un maire peut avoir contre lui l'opposition ou d'autres personnes de son bord politique, mais qui n'ont pas été élues. Les citoyens sont au milieu de cette guerre politicienne. Ils doivent pouvoir faire valoir des propositions qui vont dans leur intérêt.

Il faut quitter le système de partis pour mettre en avant l'intérêt des citoyens, avec par exemple un droit de vote des citoyens pour des propositions municipales.

Par ailleurs, j'ai constaté dans la mairie où j'ai travaillé un gaspillage important. Les administratifs dépensent tout leur budget afin qu'il soit reconduit l'année suivante. La Cour des comptes le pointe depuis des années. Il faut mieux contrôler les dépenses.

Une intervenante

Il faudrait comptabiliser les votes blancs dans les élections. Ils ont une signification et ne montrent pas un désintérêt de la vie politique.

Une dématérialisation s'opère actuellement. De nombreux citoyens qui n'ont pas Internet ou ne savent pas s'en servir sont marginalisés, dans toutes les générations. Il est dramatique de ne plus pouvoir faire les démarches administratives sans Internet. Mettre des ordinateurs et des conseillers à disposition est une forme de réponse. Un accompagnement personnalisé au domicile serait nécessaire dans certains cas.

Les citoyens sont souvent mis devant le fait accompli de certaines réformes. Nous n'avons que le bulletin de vote ou la rue pour nous faire entendre. Nous pourrions faire des consultations auprès d'échantillons représentatifs de citoyens. Cela permettrait de tester des décisions. Les citoyens pourraient ainsi s'exprimer.

Le RIC pourrait être dangereux. Il n'intéressera pas forcément tous les citoyens et pourrait favoriser l'expression des extrêmes de droite comme de gauche. Cette proposition va dans le sens de la démocratie, mais serait lourde de conséquences.

La France a le devoir, au sein de l'Europe, de rester une terre d'accueil pour les immigrés. De nombreux immigrés sont en France depuis plusieurs années et ont des notions très sommaires de la langue. Il faudrait une meilleure politique d'intégration progressive. Il faut également aider les

associations qui s'en occupent, en rétablissant notamment les emplois aidés. Les aides financières régressent, y compris envers des associations qui font un travail d'intérêt public.

Un intervenant

Créer des instances de citoyens qui accompagnent les conseils municipaux, généraux et régionaux serait positif. Les citoyens pourraient être tirés au sort pour y participer. Leur avis devrait être obligatoirement pris en compte.

Le peuple gouverne à travers les instances élues, mais tout élu devrait rendre compte des résultats de sa politique afin d'être plus crédible. Les citoyens reprendraient ainsi confiance en leurs élus.

Il faut clarifier et rendre plus accessibles les outils de référendum. Le référendum ne doit pas être un moyen pour certains d'obtenir ce qu'ils n'ont pas eu dans les urnes. Des propositions appuyées par un nombre de citoyens équivalent au nombre de voix reçues par le Président lors de son élection pourraient cependant être mises au référendum.

Un intervenant

Je propose de supprimer les départements afin que les régions soient moins grandes. La région Grand Est est par exemple trop étendue. Les régions pourraient regrouper 4 ou 5 départements suivant la taille des départements.

Il y a 36 000 communes en France. Il faudrait en outre regrouper les communes en groupe de 10 000 habitants avec une commune centrale qui les regrouperait, sur le modèle de Paris, Lyon et Marseille. Une municipalité aurait des fonctions réduites et la commune centrale des fonctions réelles.

La Cour des comptes présente des rapports qui ne sont jamais suivis d'effet. Sur les 450 rapports des 4 dernières années, seuls 20 % ont été pris en compte. Il faudrait que le Sénat et l'Assemblée Nationale se prononcent sur ces rapports et expliquent, s'ils ne les suivent pas, leurs raisons. Cela permettrait de faire des économies et de renforcer la démocratie.

Une intervenante

Les enfants de trois ans devraient aller à l'école de manière obligatoire toute la journée. Par ailleurs, il faut remettre le respect, notamment de la République et de la laïcité, au centre de l'école. Un uniforme, l'apprentissage de la Marseillaise ou la présence de drapeaux dans les classes pourraient renforcer l'égalité et l'équité entre les élèves.

Les établissements scolaires pourraient mettre en place un système de « maisons », sur le modèle anglais, avec notamment une entraide entre les élèves de différents niveaux. L'intégration d'élèves handicapés pourrait diminuer le harcèlement. Cela apprendrait aux élèves à tolérer la différence. Des visites en maison de retraite permettraient aux enfants d'apprendre de leurs aînés. Par ailleurs, les personnes âgées sont marginalisées, ce qui est anormal. Cette proposition créerait donc du lien social dans l'école et en dehors.

Un intervenant

Notre niveau d'éducation économique est très faible. Il faudrait développer l'enseignement de l'économie.

Il faut améliorer la démocratie. Nous ne sommes pas égaux lorsque nous voulons être candidats à une élection nationale. Le pourcentage de fonctionnaires élus est très important. Un salarié du privé

à des difficultés à se présenter, car il doit quitter son emploi. Un fonctionnaire élu devrait être obligé de démissionner de la fonction publique.

Limiter le nombre de mandats permettra également de renouveler la démocratie.

La Cour des comptes effectue des recommandations qui ne sont pas suivies d'effets. Le Parlement ne se prononce pas sur les erreurs constatées, car ces erreurs sont faites par des fonctionnaires. Elles ne peuvent donc pas être jugées par des fonctionnaires.

Un intervenant

La crise actuelle est révélatrice d'un problème que nous vivons depuis 2002, avec la corrélation entre les élections présidentielles et parlementaires. L'urgence est de remettre les citoyens dans le processus de décision. Quand un budget est voté à l'Assemblée Nationale, il est réparti sur décision des ministères et des hauts fonctionnaires. Les citoyens sont donc privés de leurs droits. Il faut les inclure.

Les lois élaborées dans les ministères et votées par l'Assemblée, par exemple dans l'Éducation Nationale, sont préparées sans les recteurs, les parents d'élèves ou les professeurs. Ils sont simplement consultés. Il faudrait les entendre.

Des citoyens ont des difficultés financières importantes. Il est difficile d'avoir une pensée politique dans ces conditions. Il faut fournir un revenu universel attaché à la citoyenneté afin que chacun puisse participer à la politique.

Un intervenant

Le civisme nous rassemble ici. Il faut donner au mot « civisme » toute sa force. Tous les citoyens, et en premier lieu le Président de la République, doivent avoir conscience du sens de ce mot.

En 1969, le général de Gaulle a démissionné après un référendum lui ayant été défavorable.

Il faut demander au Président d'être civique. Une perquisition scandaleuse a eu lieu à Mediapart. Je demande au Président de s'expliquer. Si les habitants du 17^e veulent être entendus, ils doivent demander au Président d'être civique.

II. L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

David CHAMARD-BOIS

Nous allons passer au sujet de l'organisation de l'État. Comment peut-il être plus efficace ? Des organismes publics doivent-ils être réformés, fusionnés, supprimés ? Des services sont-ils à renforcer ?

Un intervenant

Le cumul des mandats pourrait être limité à deux mandatures, avec une limite dans le temps. Il faut également limiter le cumul des salaires.

Le vote obligatoire serait positif. Cependant, quelles sanctions pourraient être mises en place ? Une sanction financière ? De quel montant ? Le problème de la sanction reste entier.

La prise en compte du vote blanc est positive, mais si le vote blanc atteint 30 %, que ferons-nous ?

Décentraliser l'organisation en remettant le pouvoir aux mains des élus locaux serait positif. Il faudrait organiser une réunion des élus afin qu'ils effectuent des suggestions pour réorganiser l'État.

Un intervenant

La France comporte 35 000 communes, ce qui est très important. Dans certaines régions, de nombreuses communes ont entre 200 et 500 habitants. Il faudrait peut-être les regrouper et créer des communes de 2 500 habitants environ. Elles pourraient ainsi attirer des médecins, par exemple.

Je suis partisan de la réduction des déficits. Il faut faire fusionner le Conseil Économique, Social et Environnemental avec le Sénat.

Une intervenante

La modernité n'est pas le tout numérique, mais la pluralité des moyens. Un ordinateur est très consommateur en eau. Un papier recyclé issu de forêts gérées de façon durable ne craint pas les hackers ou les bugs. Par ailleurs, les lumières d'ordinateur détruisent des cellules de la rétine. Ce sujet est donc lié à la santé publique et à l'environnement. Il faut donner le choix aux gens entre le papier et le numérique.

Un intervenant

Réduire le nombre de parlementaires leur donnerait un nombre plus grand de citoyens à gérer. Il faudrait peut-être réduire le nombre de parlementaires, mais augmenter le nombre de leurs collaborateurs. Un corps de fonctionnaires de l'Assemblée Nationale, payé par l'Assemblée Nationale et non par les parlementaires, pourrait travailler pour eux.

Le vote blanc représente le mécontentement des citoyens qui n'ont pas l'offre qui leur convient. Annuler un scrutin lorsque le vote blanc est trop important pourrait être une solution.

Il faudrait une France plus fédérale avec des régions historiques. L'Alsace est une région en soi, même si elle est petite. Les décisions doivent être plus décentralisées.

Les avis de la Cour des comptes devraient être discutés par les parlementaires.

Un intervenant

Dans les cabinets ministériels, de jeunes énarques sans expérience ont une influence très importante au détriment de l'administration centrale du ministère. Il faut procéder à un rééquilibrage et avoir un contact plus étroit entre le ministre et l'administration centrale.

La comptabilité publique est archaïque. Il faut mettre en place de meilleurs indicateurs et rationaliser les dépenses.

Un intervenant

Les administrations publiques consomment tout leur budget durant le dernier trimestre pour le voir reconduit. Le Conseil Économique, Social et Environnemental est incompétent. Personne ne lit ses rapports. Il faut le supprimer.

Le non-cumul des retraites serait important à mettre en place. Des retraités du gouvernement touchent de nombreuses retraites. Cela devrait être plafonné. Le cumul des mandats serait supprimé de facto.

Pour inciter les citoyens à voter, un crédit d'impôt pourrait être mis en place. Par ailleurs, il faudrait limiter l'âge de candidature à 75 ans.

Par ailleurs, des idées pourraient être testées dans des départements ou des communes afin de voir si elles fonctionnent.

Un intervenant

Il faut encourager la fusion des communes pour en réduire le nombre. Il faut supprimer les communautés de communes, mais garder les départements et revoir le découpage des régions.

Il faut réduire les dépenses de l'État et montrer l'exemple par le haut. Des élus et des fonctionnaires cumulent les salaires et les retraites. Ils doivent montrer l'exemple.

Supprimer le Sénat pourrait être positif.

Les entreprises ont réduit les coûts administratifs ces dernières années. L'État pourrait également réduire les coûts administratifs en transférant des effectifs dans les échelons locaux. Il ne faudrait pas remplacer les administratifs quittant la fonction publique. Il faut déconcentrer le fonctionnement des administrations, par exemple de l'Éducation Nationale.

Une intervenante

Pour les décisions importantes aux échelons départemental et national, des commissions avec des experts et des citoyens tirés au sort pourraient être créées. Par ailleurs, il faudrait que les participants à ces commissions aient le temps et la formation nécessaires pour effectuer ce travail. Il faudrait donc les indemniser financièrement.

Un intervenant

Il faudrait revoir le financement des hôpitaux. Il ne faut pas leur demander d'être rentables.

Les médecins sont payés de fait par la Sécurité sociale alors qu'on parle de médecine libérale. La médecine pourrait être gérée directement par les fonds publics.

Un intervenant

Les participants à ce débat ont un âge moyen important et ne sont pas issus de la diversité.

J'ai déjà participé à deux référendums, dont un sur la Nouvelle-Calédonie. Peu de citoyens ont voté. Combien de citoyens participent aux conseils de quartier ? Si les participants étaient plus nombreux, les conseils de quartier seraient pris en compte. Pareil pour les enquêtes publiques. Il est difficile d'amener des gens à participer à des débats qui les concernent directement. Nous ne sommes pas représentatifs. J'appelle donc à un peu d'humilité dans nos réflexions.

Par ailleurs, le nombre de communes de la France est une richesse. Les élus municipaux des petites villes sont des citoyens. Ils consacrent du temps libre à faire vivre leur commune. C'est dans ces endroits que la démocratie réelle et participative se vit. Réduire le nombre de communes peut mener à une perte de démocratie.

Une intervenante

Le monde associatif est un monde économique très important avec de la production et de nombreux salariés. Les contrats aidés ont été diminués. Par ailleurs, les dons liés à l'ISF aidaient les associations. Les associations s'occupent des migrants, des handicapés ou encore de la culture. Ils agissent dans des secteurs où l'État a délégué l'action. Je regrette la baisse des financements dans ce secteur. Le rôle du monde associatif est indispensable à la vie des citoyens.

Par ailleurs, les quatre thèmes du grand débat ne permettent pas de parler de la précarité.

Un intervenant

Dans le budget 2019, le déficit représentera 3 % du PIB, mais 33 % des revenus. Les dépenses sont donc supérieures d'un tiers aux revenus. Nous avons peu de connaissances en matière d'économie. Il faut peut-être inclure l'économie à l'école, mais cela prendra du temps. Or, ce problème est urgent. Je suggère donc que l'éducation économique puisse être prise en charge par des entreprises ou d'autres acteurs de manière bénévole.

Un intervenant

La société politique française est constituée des instances et des élus. Les élus ont des comptes à rendre quant à leurs décisions lors des élections. Le monde associatif ou des collectifs peuvent s'opposer à des décisions. La participation citoyenne au débat public existe déjà. Les citoyens doivent cependant se regrouper. La société politique écoute ces groupements de citoyens.

Une confusion d'intérêt entre les personnes qui donnent les budgets publics et ceux qui exécutent les décisions existe dans de nombreux domaines. Le maître d'ouvrage ne devrait pas avoir de lien avec la maîtrise d'œuvre. Il faut y remédier en appliquant le code des marchés publics à l'intérieur du monde administratif. Cela permettrait de diminuer les dépenses publiques sans diminuer le nombre d'infirmières ou de pompiers.

Un intervenant

En France, dans les petites agglomérations, les communes centrales étouffent les communes périphériques. La classe moyenne vit dans ces communes périphériques. Les gens de classes sociales différentes ne vivent plus ensemble. Il faut aller vers le modèle des grandes villes, qui semblent aller mieux. Il faudrait transformer les regroupements de communes en communes uniques avec des maires correctement rémunérés.

Une intervenante

Je suis micro-entrepreneuse. J'ai pour projet de déposer un brevet dans le domaine de la bijouterie. Je fais en sorte d'utiliser des techniques traditionnelles et des nouvelles technologies. J'ai déclaré un montant nul de CA cette année. J'ai fait une demande de RSA à la CAF, mais je ne suis pas célibataire. Je ne peux donc pas bénéficier du RSA. J'ai été salarié en même temps que j'avais ma microentreprise. J'ai donc cotisé comme salariée et comme entrepreneuse. Pourquoi, en cotisant deux fois, n'ai-je eu droit à aucune prestation sociale ? Par ailleurs, j'ai des économies. Or, je devrais avoir moins de 3 000 euros pour bénéficier du RSA. Les personnes qui bénéficient du RSA ne peuvent donc pas rebondir. Elles sont condamnées à rester dépendantes de ce système, ce qui est anormal.

Une intervenante

Les maires ne sont pas toujours compétents et sont confrontés à de nombreux problèmes juridiques. Nous sommes dirigés par des énarques, ce qui est problématique. Il faut revoir l'enseignement de l'ENA. Les énarques sont déconnectés de la base. Il faudrait qu'ils fassent des stages dans des petites communes, par exemple. Le problème est le même pour les ingénieurs des Ponts qui créent des zones urbaines et démantèlent le lien social et la convivialité. Il faut réviser l'enseignement des énarques et des ingénieurs des Ponts.

Il faut remettre à plat le système. Des gaspillages ont notamment lieu dans les hôpitaux. Il ne faut pas réduire les dépenses, mais le gaspillage. Il serait par exemple possible de mettre en place des véhicules électriques pour permettre à des patients de se déplacer au sein d'un hôpital sans ambulancier. Par ailleurs, dans les Urgences, il serait peut-être plus logique qu'un médecin et non des infirmiers accueille les patients. Il faut remettre en cause les schémas pyramidaux et obsolètes.

Une intervenante

Il faut défendre le service public. Les salariés des hôpitaux ont une grande compétence et doivent faire des grèves et manifester pour améliorer leurs conditions de travail. Un hôpital n'est pas une entreprise. Le temps aux Urgences est important parce que le personnel est trop peu nombreux. La Santé est l'urgence en matière de dépenses. Il faut aider le personnel soignant.

Un intervenant

Il existe un problème de présence du service public dans de nombreuses petites villes. Les habitants ont le sentiment d'être abandonnés. Jean-Pierre Raffarin avait installé des relais postes dans des épiceries. Cela a permis de les sauver. Les habitants préféreraient auparavant aller dans des supermarchés de communes plus importantes. Il faut remettre en lien des services de proximité, des services publics avec la convivialité.

Un intervenant

Une réforme de l'éducation est en cours. Il est notamment question de faire chanter la Marseillaise et mettre en place des drapeaux dans chaque classe. Donner des moyens à l'éducation serait plus important que de tisser des drapeaux.

Par ailleurs, il est incroyable qu'un homme condamné à de la prison avec sursis puisse entrer au Conseil Constitutionnel. Il faut parler d'exemplarité. Pour siéger comme juge, il faudrait avoir un casier judiciaire vierge.

III. LA FISCALITÉ

David CHAMARD-BOIS

Nous passons au sujet de la fiscalité. Ce thème est large. Il porte notamment sur les impôts et les taxes, l'équilibre entre les recettes et les dépenses, le financement des services ou encore la justice fiscale.

Une intervenante

Je ne considère pas que je paye trop d'impôt du moment que les services publics fonctionnent bien. Il ne faut pas supprimer les services publics. Pour que l'école, les routes et les hôpitaux fonctionnent, il

faut de l'argent. A contrario, le CICE ou le CIR permettent-ils vraiment de créer des emplois ou des innovations ?

Un intervenant

Nous parlons souvent de dette, mais il existe de bonnes dettes lorsque l'argent est investi dans la production. Des efforts sont demandés à la classe moyenne alors que l'ISF a été supprimé. On ne peut pas demander des efforts à des petits retraités ou des contribuables ayant des moyens modestes et donner des cadeaux fiscaux à des personnes ayant des moyens importants. Il faut rétablir l'ISF. Il est impossible d'avoir un service public efficace sans moyens. Il faut mettre à contribution les personnes les plus fortunées.

Un intervenant

Il est possible d'envisager des économies. Il existe par exemple de nombreux ronds-points. Créer moins de ronds-points permettrait de faire des économies.

En outre, il faudrait faire la somme de tous les prélèvements fiscaux, en mettant à part la TVA, pour connaître le montant réel des impôts. Il est par ailleurs anormal que la fiscalité des jeux soit plus favorable que pour d'autres domaines.

Un intervenant

Il faudrait payer de l'impôt sur le revenu dès le premier euro de revenu. L'impôt devrait cependant être progressif et non tranché.

La France est riche de ses seniors. Ils ont de l'expérience, du temps et parfois de l'argent. Il serait intéressant de les réunir aux niveaux communal, régional ou national. Les sujets abordés dans ce débat sont complexes. Il faudrait créer des commissions en fonction des compétences de chacun. Ils ne coûteraient rien à la collectivité. Des personnes expérimentées pourraient ainsi proposer des solutions concrètes.

Un intervenant

Je propose la baisse des droits de transmission. Cet impôt pénalise des personnes qui ont travaillé afin de transmettre des richesses à leurs enfants. La famille permet une solidarité intergénérationnelle et permet de lutter contre la précarité. La baisse de cet impôt éviterait de nombreuses dépenses à l'État.

Une intervenante

J'ai 31 ans. Je m'inquiète pour la planète. En 2017, un ouragan a ravagé des îles antillaises. Les choses ne changent pas. Les politiciens ne sont pas à la hauteur des enjeux climatiques. Il faudrait inscrire dans la Constitution le droit à la protection contre les catastrophes et les changements climatiques.

Une intervenante

Il faut lutter contre les fraudes fiscales et établir une tranche d'impôt supplémentaire pour les salaires les plus élevés.

La baisse de la TVA pour les produits de première nécessité serait une bonne chose. La TVA est un impôt injuste.

Par ailleurs, pourquoi ne pas maintenir la taxe d'habitation pour les propriétaires et locataires d'appartements luxueux ? La taxe d'habitation est injuste en raison de son mode de calcul.

Il est choquant que les montants des petites et des moyennes retraites ne soient pas indexés sur le coût de la vie.

Un intervenant

Je suis allé discuter avec des gilets jaunes sur un rond-point. Un gilet jaune m'a expliqué qu'il avait été invité par son député à passer une semaine à Paris. Après cette semaine d'observation, il proposait, pour augmenter de 100 euros les plus bas salaires, de défiscaliser les charges salariales. 100 euros de charges salariales seraient ainsi transférés directement sur le salaire.

Les salaires les plus élevés, c'est-à-dire supérieurs au salaire médian, pourraient financer cette augmentation des salaires les plus bas.

Une intervenante

Il est impossible d'augmenter le pouvoir d'achat des contribuables sans réduire les dépenses. Il existe de nombreuses possibilités d'économies. Certaines dépenses publiques, par exemple pour les fêtes et cérémonies de l'État, sont inutiles. **Un intervenant**

Ce débat n'utilise pas la bonne méthode. Il faut mettre en place une méthode médicale pour améliorer la situation. Il faut d'abord établir un diagnostic en analysant les symptômes avant de proposer des traitements.

Je demande donc à l'État, et notamment au ministre chargé des comptes, de faire un bilan détaillé des dépenses, des ressources, du déficit.

IV. LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

David CHAMARD-BOIS

Nous passons désormais au sujet de la transition écologique. Comment mieux protéger notre environnement? Quels sont les impacts de cette transition sur la vie quotidienne? Comment pouvons-nous agir?

Une intervenante

La Mairie de Paris a mis en place des systèmes comme Vélib' ou Autolib' et a fermé les berges. Vélib' et Autolib' sont de bonnes initiatives pour réduire les émissions de carbone. Cependant, selon le contrat passé avec l'entreprise privée mettant en place ce système, la municipalité est responsable de l'entretien des Vélib' et des Autolib' ».

Par ailleurs, des infrastructures pour les piétons et les sportifs ont été installées sur les berges. Il s'agit d'un investissement. Lors des crues de la Seine, il faut désinstaller et réinstaller ces équipements. Cela coûte cher. Par ailleurs, durant l'hiver, personne ne se rend sur ces berges. Cet investissement n'était pas forcément nécessaire.

Il existe des tranches de TVA. Les produits de première nécessité sont à 5 %. Or, les préservatifs sont considérés comme des produits de première nécessité, mais pas les tampons et les serviettes hygiéniques. La taxe rose existe.

Une intervenante

La pollution du fret routier est considérable et pose des problèmes de circulation sur les autoroutes.

Un livre intitulé « Ça commence par moi » a été publié. Il propose de nombreuses recettes pour agir écologiquement à titre individuel.

Un intervenant

Il faut aller plus vite dans l'électrification des transports publics. Des bus roulent encore au diesel. Les bus hybrides ne roulent jamais à l'électricité. Il faut accélérer cette transition. Les camions-poubelles ne sont, par exemple, utilisés qu'à certains moments de la journée, ils auraient le temps d'être rechargés et pourraient donc être électriques.

Par ailleurs, les règles du tri ont changé depuis le 1er janvier. Il est désormais possible de mieux trier. Cependant, la communication à ce sujet a été insuffisante.

Un intervenant

Il est essentiel de prendre des mesures contraignantes, pour les citoyens, mais aussi pour les entreprises, en matière de transition écologique. Il faut contraindre et accompagner les citoyens. Une entreprise comme Renault ne peut pas passer à l'électrique du jour au lendemain. Il faut donc accompagner, mais également contraindre.

Un intervenant

À Paris, il est impossible de vivre avec le SMIC. En province, des personnes propriétaires ou qui ont des loyers moins importants qu'à Paris ont des voitures qui ont entre un à quatre ans. Beaucoup d'entre eux pensent pourtant être moins bien lotis que les Parisiens. Il faut relativiser les choses.

Quatre anciens présidents français sont vivants. Ils coûtent cher à l'État. Il serait possible de faire des économies dans ce domaine.

Un intervenant

La taxe carbone a été abandonnée en raison de la mobilisation des gilets jaunes. Il existe cependant déjà une taxe carbone qui s'appelle la TIPP. Les produits pétroliers qui émettent des gaz à effets de serre sont taxés. Cependant, les produits importés sont exclus de cette taxe. Un porte-container pollue énormément. Il faudrait taxer ces véhicules.

Par ailleurs, les fumées blanches qui sortent des cheminées des centrales nucléaires sont constituées de vapeur d'eau. Ce n'est pas de la pollution. Les déchets radioactifs sont bien maîtrisés.

Une intervenante

Dans les magasins, les produits périmés sont jetés. Il faudrait limiter le gaspillage alimentaire grâce à des petits magasins avec des produits locaux. Il faut donner les produits périmés à des associations plutôt que les jeter.

Une intervenante

Il faudrait mettre en place un programme dans les établissements scolaires pour apprendre aux élèves ce qu'est la pollution.

Une intervenante

Je suis lycéenne. Les jeunes devraient être plus sensibilisés au sujet de la transition écologique. Il faudrait ajouter des heures de cours pour le faire.

Une intervenante

Le tout-venant dans les déchèteries est enterré. Les déchets se dégradent et rentrent dans les nappes phréatiques. Une commune a mis en place une initiative permettant aux citoyens d'avoir accès à ces déchets. Un recyclage se fait ainsi. Les bonnes initiatives des communes devraient être généralisées nationalement.

Une intervenante

Je suis une citoyenne qui a voté et je me sens otage des lobbies. Il faudrait diminuer leur pouvoir.

Une intervenante

De nombreux produits vendus en France ont un conditionnement non recyclable. Il faudrait taxer les fabricants.

Un intervenant

Il serait possible de faire payer plus cher aux péages autoroutiers les automobilistes solitaires.

Une intervenante

Il est urgent de rendre moins chères les voitures à hydrogène. Leur avantage est double. Elles utilisent moins l'énergie nucléaire et génèrent de l'oxygène.

La France est 2^e derrière les États-Unis en matière de nombre de centrales nucléaires. Il faut réduire ce nombre.

Un intervenant

Les Hollandais sont en train de tester un paquebot électrique qui serait peu polluant.

Par ailleurs, les véhicules à hydrogène fabriquent de l'eau et non de l'oxygène.

Une intervenante

Au Japon, les déchets non biodégradables sont regroupés. Ils en font des plates-bandes qui leur permettent d'agrandir leur territoire. La France connaît de nombreux soucis littoraux. Il serait possible d'utiliser les déchets non biodégradables plutôt que de les jeter, les brûler ou les enfouir. Cela permettrait de sauvegarder les littoraux. Les habitants ne seraient plus menacés par la montée des eaux.

Un intervenant

Les préservatifs permettent de prévenir des maladies graves. Il est donc maladroit de les comparer à des rasoirs féminins.

Il faudrait rééquilibrer les énergies et changer de mode de transport.

Un intervenant

L'entreprise Phenix, basée dans le 17^e arrondissement, collecte les déchets. Cette entreprise est leader sur le sujet. Elle collecte les produits périmés. Il est ensuite possible de les acheter à prix réduit.

Les élus s'occupent des générations actuelles qui les élisent et non des générations futures. Par ailleurs, si un pays protège des oiseaux migrateurs et que d'autres les tuent, c'est inutile. Il faut mettre en place une démocratie écologique.

Une intervenante

Nous n'avons pas de vraie politique écologique et énergétique en France. Notre balance commerciale est déficitaire, notamment sur le volet énergétique, puisque nous importons beaucoup de pétrole. Il faut davantage de proximité afin de limiter les déplacements. Par ailleurs, il serait possible de donner des avantages fiscaux à des entreprises, à condition qu'elles investissent l'argent économisé dans la transition écologique.

L'exil climatique deviendra un vrai problème. Il faut orienter intelligemment l'argent. Il n'existe pas de solution unique en matière énergétique. Il faut se diriger vers des énergies mixtes. Des déchets peuvent être en réalité des ressources. Nous pouvons développer, avec nos chercheurs, des alternatives afin d'être plus autonomes.

Les entreprises vont pouvoir attaquer des États en disant qu'ils les limitent en raison de leur politique écologique. Il faudrait avoir une politique fiscale écologique moins punitive pour les entreprises.

David CHAMARD-BOIS

Merci d'être venus aussi nombreux. Certaines propositions sont complémentaires et d'autres contradictoires. Elles correspondent à ce que vous souhaitiez exprimer.

La séance est levée à 22 heures 02.

*NB : Ce procès-verbal a été rédigé par la société CODEXA (www.codexa.fr)
puis vérifié et complété par les membres de l'instance sous la responsabilité du Secrétaire.*
